

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Assainissement des bassins versants : 134 quartiers de Libreville concernés

JM
Libreville/Gabon

LA PME gabonaise de BTP Jeta Groupe procède, depuis quelques semaines, au curage des caniveaux et bassins versants. Ses équipes sont déployées à travers 134 quartiers des six (6) arrondissements de la capitale Libreville. Il s'agit, entre autres, de l'échangeur de la Démocratie, le Lac-bleu et le quartier Charbonnages pour le compte du 1er arrondissement. Le Foyer de charité, l'école privée Domi pour ce qui est du 2e arrondissement. Kingulé (marché Assélé) dans le 3e arrondissement et IAI, au 4e arrondissement, considéré comme le site le plus difficile à travailler. Quant aux 5e et 6e arrondissements, on recense des quartiers tels qu'Ozangue (Gaboprix, école publique, commissariat de Sogatol) et Nzeng-Ayong (SEEG, lycée Jean-Hilaire-Obame-Eyeghe). Pour assurer le ramassage des débris autour de ces bassins versants, la directrice générale de Jeta Groupe, Jamyla Linda Tenene, mobilise par jour 30 camions et autres engins. Plus de 100 jeunes Gabonais ont été recrutés sur la base d'un contrat de 6 mois, pour une masse salariale de 45 millions de francs CFA



Un instantané des travaux.

par mois. Dans ses perspectives de développement, Jeta Groupe ambitionne de recruter au maximum 300 jeunes. Il faut souligner que les conduites d'eau dans ces zones étaient obstruées au fil du temps par des déchets ménagers, et ne parvenaient plus à faciliter l'écoulement normal des eaux de pluie. La conséquence étant la montée des eaux et, évidemment, les inondations.

Contreplaqués : Rougier-Gabon liquide son usine d'Owendo

MSM
Libreville/Gabon

LE groupe forestier français Rougier va recentrer ses activités au Gabon. La multinationale hexagonale a annoncé le désengagement de sa filiale locale de son activité industrielle de fabrication de contreplaqués sise à Owendo (Gabon). À l'issue des négociations avec un groupe d'industriels européens, une promesse de cession de l'usine d'Owendo a été

conclue. Elle se fera au plus tard le 31 décembre 2021, après versement d'un acompte acquis en cas de non-réalisation. Rougier s'est également entendu sur la mise en concession de l'usine d'Owendo. Elle est effective depuis la fin mai 2021 auprès de l'acquéreur. Elle s'effectue en contrepartie d'une redevance mensuelle jusqu'à la date de cession effective. Enfin, Rougier-Gabon a signé un contrat d'approvisionnement pluriannuel de grumes d'okoumé certifiées FSC.

Poursuite des travaux d'adduction d'eau et d'électricité en milieu rural

GMNN
Libreville/Gabon

LE ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Alain-Claude Bilié-By-Nze, vient d'effectuer une mission d'inspection dans le Woleu-Ntem. Au cours de laquelle, il a procédé au lancement des travaux du Projet accès aux services de base en milieu rural et renforcement des capacités (PASBMIR) et Programme d'urgences prioritaires, dans le septentrion. S'agissant du PASBMIR, les travaux confiés à quatre entreprises comprennent l'extension des réseaux haute, moyenne et basse tension, partant de la centrale SEEG de Bitam en direction de Meyo-Kyè, jusqu'à la frontière Gabon-Guinée équatoriale et en direction d'Eboro jusqu'à la frontière Gabon-Cameroun. " Ces travaux connaissent un niveau d'avancement globalement satisfaisant et les délais contractuels devraient être respectés. Même si des glis-



Ces travaux permettront aux localités rurales d'accéder à l'eau et à l'électricité.

sements d'échéances peuvent être prévisibles en raison de la crise du Covid, principalement sur les délais d'approvisionnement de matériels ", a indiqué le ministre. La toutefois relevé la non-prise en compte dans les travaux en cours, d'un nombre important de villages dans les cantons Koum-Kess et Mboa. Quant au Programme d'urgences prioritaires, les travaux de réhabilita-

tion de la centrale thermique et d'extension du réseau d'électricité, de même que la réhabilitation de la station de traitement d'eau potable, ont été lancés à Bikondome. Le programme PASBMIR se déroule grâce au soutien financier et technique de la Banque mondiale et le Programme d'urgence prioritaire lancé par le gouvernement se fait sur ressources du Trésor public.